

MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES COMMUNIQUE DE PRESSE

INTERCOMMUNALE PUBLIFIN & S.A. NETHYS : DU CHANGEMENT ET MAINTENANT !!!

Face aux événements médiatiques liés à l'intercommunale, les jeunes socialistes scandalisés présentent 7 revendications afin de rendre la gestion publique plus démocratique et plus transparente la gestion publique. Il est crucial de mettre fin aux pratiques d'un autre temps. Aussi, dans l'objectif de préparer demain, les jeunes socialistes ont décidé, depuis décembre 2016, de mettre sur pied un large groupe de travail sur l'éthique et le renouveau démocratique.

C'est de manière scandalisée que les Jeunes Socialistes ont pris connaissance des différentes révélations relatives aux rémunérations octroyées à des mandataires publics dans des intercommunales, dont celle de *Publifin*. Ils souhaitent faire part de leur énervement mais également soumettre des propositions de réformes afin que de telles situations ne puissent plus exister à l'avenir.

À l'instar des citoyens et de la majorité des politiques, nous avons pris connaissance de pratiques de mauvaise gestion dans l'intercommunale Publifin-Nethys (anciennement Tecteo). Si devant les faits, nous devons en effet reconnaître la légalité des mécanismes et des rémunérations des élus, nous ne pouvons pas accepter ces pratiques. Parce qu'elles manquent de transparence, parce qu'elles manquent de décence, parce qu'elles manquent de déontologie, parce qu'elles manquent de respect aux citoyens, aux communes et à l'ensemble du monde politique sali par ces pratiques.

De par ce fait, nous **exigeons que des mesures soient prises vis-à-vis des dirigeants et administrateurs** de ces sociétés par leur parti et **d'arrêter la confusion des genres entre des mandats publics et une fonction dans une société semi-privée.**

Aussi, nous tenons à rappeler que des représentants des quatre principaux partis wallons (PS, MR, CDH, Ecolo) se sont rendus responsables de ces pratiques, des représentants de chaque parti ont profité de ce système. **Les jeunesses politiques ne devraient pas avoir pour vocation de systématiquement subir les conséquences des pratiques plus que douteuses de certains de leurs aînés.**

En effet, les JS rappellent que s'ils sont Jeunes Socialistes, c'est parce qu'ils veulent une société plus juste, solidaire, basée sur l'entraide. Ils ne peuvent tolérer ni accepter de tels agissements et pratiques de seulement quelqu'un qui entâchent le véritable travail de nombreux autres. **ILS NE SONT PAS LA POLITIQUE.**

L'INTERCOMMUNALE, LA PROPRIÉTÉ DU CITOYEN

Si nous rappelons notre attachement tout particulier aux structures publiques, dont notamment le modèle de l'intercommunale, nous ne pouvons pas tolérer qu'elles soient décrédibilisées de la sorte aux yeux du citoyen. Les intercommunales représentent une part non-négligeable de la richesse publique, patrimoine de tous les citoyens par le biais de leurs communes et provinces. Les intercommunales doivent rester des organes forts de services aux citoyens et nous ne remettons aucunement en cause leur légitimité.

De ce fait, les pratiques révélées par la presse sont incompatibles avec notre vision démocratique et transparente qui, selon nos vœux, doit incomber à toute bonne gestion d'organisme public.

7 PROPOSITIONS POUR PLUS DE TRANSPARENCE

En tant que Jeunes et militants politique, nous ne pouvons accepter le silence qui règne autour de la gestion politique Nous exigeons :

1. L'organisation d'une commission parlementaire visant à analyser le fonctionnement de l'intercommunale *Publifin* et de la société anonyme *Nethys* ;
2. Le remboursement aux intercommunales des montants perçus indûment par les mandataires absents (concerne également les rémunérations reversées aux partis dans le cadre de ces mandats).".
3. Le renforcement du rôle des Commissaires du Gouvernement au sein de structures publiques et privées ;
4. L'obligation de déclaration de mandat pour toute personne détenant un mandat public (Société régionale, intercommunale, ASBL, ou autre forme incluant un partenaire public) ;
5. Un système unique de rémunération basé sur le principe du jeton de présence » dont les montants seront fixés et plafonnés par le Parlement. Ce système devra mettre fin à la rémunération fixe et devra appliquer pour seul modalité de rémunération le système du « jeton de présence » qui sera lié à la présence effective de l'administrateur ;
6. Plafonner le montant des jetons de présence au maximum à 5x le plus petit salaire de l'intercommunale. Ce montant devra être sanctionné dans un décret.
7. Dédier les économies réalisées par le plafonnement des rémunérations à la création d'emplois durables et de qualité.

Contact :

Maxime Felon

Président

0498/32.01.62 – president@jeunes-socialistes.be

Samuel Moiny

Secrétaire politique

0478/90.00.13 – samuelmoiny96@hotmail.com